

N°57/CA du Répertoire

N° 1998-45/CA3 du Greffe

Arrêt du 14 juin 2017

AFFAIRE :
SEGOUN JUDITH ET PARFAITE

C/

PREFET DE L'ATLANTIQUE

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la lettre en date à Cotonou du 20 mai 1998, enregistrée au greffe de la cour suprême le 02 juin 1998 sous le numéro 369/GCS, par laquelle maître Ange Raphaël GNANIH, avocat au barreau du Bénin, conseil de Judith SEGOUN et Parfaite SEGOUN, ont saisi la Haute juridiction d'un recours en annulation, pour excès de pouvoir, de l'arrêté n°2/487/DEP-ATL/SG/SAD du 05 septembre 1995 ;

Vu la correspondance n°2327 /GCS du 28 octobre 2002, par laquelle la requête introductive d'instance, le mémoire ampliatif et les pièces y annexées ont été communiqués au préfet des départements de l'Atlantique et du Littoral, pour ses observations ;

Vu la lettre n°045/GCS du 09 janvier 2004, par laquelle les observations du préfet ont été communiquées au conseil des requérantes, pour ses observations en réplique ;

Vu la lettre n°2789/GCS du 20 juin 2004, par laquelle le conseil des requérantes a été mis en demeure d'avoir à produire lesdites observations en réplique ;

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême alors en vigueur ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Ouï le conseiller **Etienne FIFATIN**
en son rapport ;

Ouï l'Avocat général **Onésime Gérard MADODE** en
ses conclusions

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;



EN LA FORME

Sur la recevabilité

Considérant que par acte sous seing privé en date à Cotonou du 08 octobre 1967, SEGOUN Célestin a acquis auprès de Albert HOUMMAVO, HOUMMAVO Cossi et de HOUMMAVO Comlan Jean, un terrain de 10.350 m², sis à Zogbo, Cotonou ;

Que lors des travaux d'état des lieux, ledit terrain qui auparavant avait été morcelé et partiellement vendu, a été relevé ;

Que deux des parcelles issues du morcellement ont été relevées sous divers numéros appartenant aux filles du sieur Célestin SEGOUN ;

Que, plusieurs années plus tard, par arrêté n°2/487/DEP-ATL/SG/SAD du 05 septembre 1995, lesdites parcelles leur ont été retirées puis attribuées à une tierce personne ;

Que c'est ledit arrêté que les requérantes, Judith et Parfaite SEGOUN défèrent à la censure de la cour suprême aux fins d'annulation pour excès de pouvoir.

Considérant que l'article 68 alinéa 2 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême dispose :

« Avant de se pourvoir contre une décision individuelle, les intéressés doivent présenter un recours hiérarchique ou gracieux tendant à faire rapporter ladite décision. ».

Considérant que la loi impose ainsi à tout requérant qui défère un contentieux à la censure de la Cour suprême de faire précéder ce contentieux d'un recours administratif préalable.

Considérant que le recours en annulation de l'arrêté n° 2/487/DEP-ATL/SG/SAD du Préfet de l'Atlantique date de 20 mai 1998 ;

Que le recours administratif adressé par dames Judith et Parfaite SEGOUN date du 07 juin 1998 soit environ un mois après l'introduction du recours contentieux ;

Considérant qu'en saisissant la haute Juridiction avant l'introduction du recours préalable, les requérantes violent les dispositions de la loi ci-dessus rappelées relatives à la procédure à observer devant la Cour suprême ;

Considérant qu'il échet, dans ces conditions, de déclarer irrecevable, pour cause de violation de la loi, le recours en



annulation introduit par les requérantes et de mettre les dépens à leur charge.

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : Le recours en date à Cotonou du 20 mai 1998 de Judith SEGOUN, Parfaite SEGOUN, tendant à l'annulation, pour excès de pouvoir, de l'arrêté n°2/487/DEP-ATL/SG/SAD du 05 septembre 1995 du préfet de l'Atlantique, est irrecevable.

Article 2 : Les frais sont mis à la charge des requérantes.

Article 3 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre administrative) composée de :

Etienne FIFATIN, conseiller à la Chambre administrative,

PRESIDENT ;

Isabelle SAGBOHAN

Et

Etienne S. AHOANKA

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du mercredi cinq avril deux mille dix-sept, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Onésime Gérard MADODE, Avocat Général,

MINISTERE PUBLIC ;

Géoffroy M. DEKPE,

GREFFIER ;

Et ont signé :

Le Président-Rapporteur,

Le Greffier,


Etienne FIFATIN


Géoffroy M. DEKPE

